

Désavoué dans les urnes, **le gouvernement veut continuer ses «réformes» !**

■ Le gouvernement vient d'être lourdement sanctionné lors des élections régionales ■ L'ensemble de sa politique antisociale a été massivement rejeté ■ Malgré tout, il annonce la poursuite des réformes libérales, même s'il dit vouloir y ajouter un "zeste" de justice sociale ■ Notre mobilisation est nécessaire pour que cesse cette politique aux ordres du Medef !

Une longue liste de forfaits !

- ☛ casse du système de retraite,
- ☛ accélération des privatisations,
- ☛ coupes claires dans l'ensemble des budgets publics,
- ☛ remise en cause es 35 heures,
- ☛ réduction des indemnités chômage,
- ☛ suppression du lundi de pentecôte,
- ☛ baisse de l'impôt sur le revenu des plus riches,
- ☛ suppression des crédits à la recherche;
etc, etc, etc ...

Le gouvernement veut généraliser le salaire «au mérite». La France d'en bas a jugé à sa juste valeur la copie gouvernementale !

Réforme de la Sécu : stop !

Le gouvernement prépare une réforme de l'assurance-maladie dont l'objectif avoué est de faire des économies massives sur les dépenses de Sécurité Sociale : franchise obligatoire sur les remboursements de visites médicales et de médicaments, transfert de charges sur les mutuelles et les assurances privées, déremboursement de certains actes médicaux comme cela a déjà été le cas pour les certificats de médecine sportive.

Hausse des cotisations...

Le gouvernement envisage aussi une hausse de la CSG, hausse générale ou alignement de celle des retraités et des chômeurs sur celle des salariés. Cela est d'autant plus injuste que la CSG pèse pour l'essentiel sur les salaires et que, depuis des années, les cotisations patronales n'ont pas augmenté. Leur poids relatif dans les ressources de l'assurance-maladie a même diminué de 20%.

...et baisse des remboursements

Le gouvernement compte prendre les décisions en matière de déremboursement et de hausse des cotisations sans consultation des caisses d'assurance-maladie. Il veut pouvoir décider seul de l'essentiel et permettre aux assurances privées et aux mutuelles de participer aux négociations avec les professionnels de santé sur les tarifs médicaux et les «bonnes pratiques médicales».

Pour une sécu solidaire !

Le gouvernement doit stopper cette réforme-là. Les salariés et toutes les populations ont besoin d'une Sécurité Sociale solidaire qui rembourse toutes les dépenses de santé.

Avec la Sécu, chacun cotise selon ses revenus et se soigne selon ses besoins. C'est ce qui permet aux plus modestes de se soigner réellement. SUD refuse donc tout déremboursement des dépenses de santé et toute augmentation de la CSG.

Au contraire, il faut augmenter la part des dépenses de santé remboursée par la Sécurité Sociale et augmenter les cotisations patronales.

.../...

Le 30 mars 2004

Sud

FEDERATION SYNDICALE DES PTT

23 rue de la Mare 75020 Paris

Téléphone : 01 44 62 12 00 Télécopie : 01 44 62 12 34

sud@sudptt.fr - <http://www.sudptt.fr>

Union
syndicale **G10**
Solidaires

Précarité, licenciements : Stop !

Faire plus attention à la justice sociale, disent-ils, en tirant les conclusions de leur défaite électorale. Mais, en fait, ils se préparent à faire tout le contraire.

Dans le cadre d'une loi de «mobilisation sur l'emploi», le gouvernement, loin de réduire la précarité, projette de la renforcer en instituant un CDD long de trois à cinq ans.

Aucune mesure n'est projetée pour réduire l'emploi de CDD et d'intérimaires.

Par contre, sous prétexte de simplifier le code du travail, il veut assouplir les règles de licenciement, amplifier les relations contractuelles et individuelles au détriment des normes collectives et réduire les possibilités de recours juridiques. Pourtant, ces moyens de défense sont déjà bien insuffisants. Ce gouvernement dénonce les

"patrons-voyous" mais supprime tous les moyens pour les empêcher de nuire.

Pendant ce temps là, les réorganisations et les licenciements se multiplient, aussi bien dans les grandes entreprises (Alstom, Aventis...) que dans les PME. Et les chômeurs ont vu leurs indemnités réduites, voire purement et simplement supprimées, sous prétexte de les inciter à "trouver" du

travail.

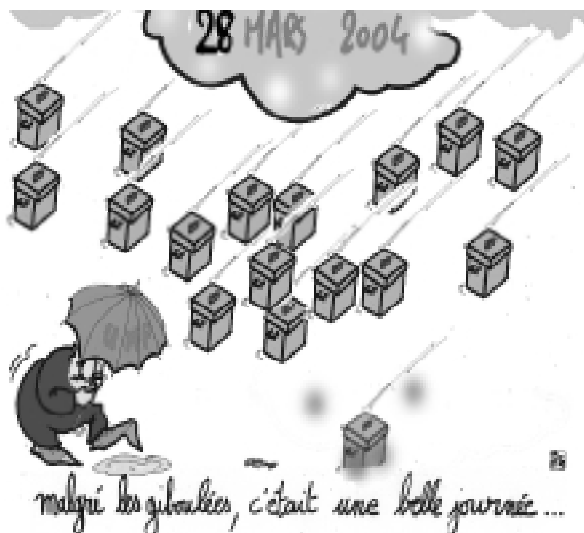
Le gouvernement doit arrêter de suivre les consignes du MEDEF en matière d'emploi et de droit du travail.

Privatisations : Stop !

Le gouvernement doit renoncer à privatiser les services publics comme EDF-GDF programmé avant l'été. Il doit renoncer à faire fonctionner les

services publics comme des entreprises classiques, par exemple les hôpitaux au travers du plan hôpital 2007, ou l'ensemble de la Fonction publique avec le salaire "au mérite".

A France Télécom, le gouvernement doit renoncer à devenir un actionnaire minoritaire. Il doit imposer à l'entreprise de fonctionner comme un service public et non pas comme une entreprise commerciale classique et se donner les moyens de



la renationaliser.

A La Poste, le gouvernement doit renoncer à la loi postale qui doit passer prochainement à l'Assemblée Nationale ouvrant à la concurrence le courrier et filialisant les services financiers. L'Etat doit imposer à La Poste l'arrêt des fermetures de bureaux de poste et de remettre au premier plan le souci du service public.

Ensemble, mobilisons-nous !

Pour SUD PTT, les organisations syndicales et le mouvement social doivent préparer dès maintenant les mobilisations unitaires nécessaires. Ensemble, il nous faut faire échec à la liquidation de la sécurité sociale, à la privatisation des services publics, à la remise en cause du code du travail et imposer une autre politique de "l'emploi".

La claque reçue par le gouvernement doit être un encouragement pour tous ceux et celles qui refusent la politique du MEDEF et le développement des inégalités.

- ☛ **Pour la défense des services publics**
- ☛ **Contre la liquidation du code du travail**
- ☛ **Pour le maintien et le renforcement d'une protection sociale solidaire**
- ☛ **Contre la précarité et les licenciements**